

DEMANDE D'AUTORISATION DE CIRCULATION SUR LE DOMAINE PUBLIC MARITIME

CIRCULATION ET STATIONNEMENT DE VÉHICULES TERRESTRES À MOTEUR (AUTRES QUE VÉHICULES DE SECOURS, DE POLICE OU D'EXPLOITATION) SUR LE RIVAGE DE LA MER ET SUR LES DUNES ET PLAGES OU SUR LE HAUT D'ESTRAN APPARTENANT AU DOMAINE PUBLIC MARITIME DE L'ÉTAT.

Références :

- code de l'environnement : article L. 321-9

« Sauf autorisation donnée par le préfet, après avis du maire, la circulation et le stationnement des véhicules terrestres à moteur autres que les véhicules de secours, de police et d'exploitation sont interdits, en dehors des chemins aménagés, sur le rivage de la mer et sur les dunes et plages appartenant au domaine public ou privé des personnes publiques lorsque ces lieux sont ouverts au public »

- code général de la propriété des personnes publiques : articles L. 2121-1 et suivants

IDENTIFICATION DU DEMANDEUR	
Prénom NOM : <u>Commune de Longeville-sur-Mer</u>	
Qualité : <u>Collectivité Territoriale</u> (ex. Collectivité, particulier propriétaire de terrain privé riverain du DPM, etc.)	
Adresse : <u>MAIRIE</u> <u>14 rue de laître de Tassigny</u> <u>85560 LONGEVILLE-SUR-MER</u>	
Téléphone : <u>02 51 33 30 33</u> Fax : <u>02 51 33 33 09</u>	Mail : <u>mairie@longevillesurmer.fr</u>
Profession / Raison sociale : <u>Collectivité Territoriale</u>	
Référence Immatriculation RCS. ou N° SIRET : <u>218 501 278 000 12</u>	
Centre de paiement des impôts : <u>Les Sables d'Olonne</u>	
LIEU D'INTERVENTION SOUHAITÉ (JOINDRE UN PLAN DE LOCALISATION AVEC TRACÉ DU TRAJET DE CIRCULATION SUR LE DPM)	
Localisation sur la (ou les) commune(s) de : <u>Plages situées sur la commune</u>	
Site(s) ou lieu(x)-dit(s) pour la circulation sur le DPM :	
Indiquer la propriété privée où le chantier est réalisé (adresse si différente de celle du demandeur)	section et N° de parcelle cadastrale qui sert d'assise aux travaux <div style="border: 1px solid black; height: 20px; width: 100%;"></div>
MOTIFS DE LA DEMANDE / DESCRIPTIF DES TRAVAUX À RÉALISER : rayer la mention inutile ou/et préciser	
<input checked="" type="checkbox"/> Travaux de défense contre la mer <ul style="list-style-type: none"> • réalisation d'enrochements • réalisation d'un mur de clôture • <u>travaux de retravaillage de galets et de sable</u> 	
<input type="checkbox"/> Autres : préciser :	
<p>HORS CONCESSION, IL EST RAPPELÉ QUE LES TRAVAUX ET OUVRAGES DOIVENT ÊTRE RÉALISÉS <u>SUR LA PROPRIÉTÉ (PRIVÉE) DU DEMANDEUR</u> ET NE DOIVENT PAS EMPIÉTER SUR LE DOMAINE PUBLIC MARITIME.</p>	

PRÉCISION POUR LA PÉRIODE DE CIRCULATION SUR LE DPM

Période de chantier envisagée : du 01.11.2017 au 31.10.2027 = 10 ansDurée du chantier prévue (nombre de jours sollicités) : à définir avant chaque interventionIDENTIFICATION DES BÉNÉFICIAIRES DE L'AUTORISATION DE CIRCULATION
personne(s) ou entreprise(s) chargée(s) des travaux pour le compte du demandeur

Désignation de l'entreprise concernée					
Nom du particulier concerné (ex. M. X., entrepreneur de TP, maçon, etc.)					
Coordonnées du bénéficiaire de l'autorisation de circuler : personne ou entreprise chargée des travaux				Adresse :	à indiquer avant chaque intervention
				Téléphone / Fax :	
	Mail :				
Nombre de véhicules utilisés :					
Type de véhicules utilisés exemple : véhicule léger, camion, 4 x 4, pelleteuse, etc.					
Immatriculation des véhicules concernés (facultatif)					

Emprise totale demandée pour la circulation sur le domaine public maritime en m²à définir en fonction du
secteur et m² des
besoins

et mètres linéaires (longueur minimale nécessaire sur le DPMn pour circuler)

longueur totale du littoral
= 7200 mlOBSERVATIONS : **LE SIGNATAIRE S'ENGAGE À RESPECTER L'ENVIRONNEMENT ET À REMETTRE LE SITE EN ÉTAT APRÈS INTERVENTION.**Le (date) 21/09/2017
À Longeville s/Mer

Le demandeur (signature obligatoire)

Le Maire,
Nichol BRIDONNET

Le dossier doit être envoyé dans les meilleurs délais (au minimum un délai raisonnable de 1 à 2 mois avant la date prévue pour la réalisation du projet) pour pouvoir être instruit par le gestionnaire du domaine public maritime de l'État. À défaut de réponse dans les 2 mois suivants la réception, la demande sera considérée comme rejetée.

PIÈCES À JOINDRE AU DOSSIER

1	Plan de localisation (extrait de carte IGN ou de cadastre ou autre) indiquant : <ul style="list-style-type: none"> • limites de DPM (en principe, celle des plus hautes eaux sur le rivage) et de mi-marée • accès les plus proches (nom de la rue ou de la route, cale d'accès, etc.) • ou des repères (par exemple, poste de secours du lieu-dit)
2	Plan de la parcelle cadastrale qui sert de terrain d'assise aux travaux et ouvrages + éventuellement le tracé de servitude de passage des piétons le long du littoral sur les propriétés privées
3	Plan côté (échelle 1/50 ^e ou 1/100 ^e) avec tracé ou itinéraire de circulation ou plan masse ou croquis de chacun des aménagements prévus avec leurs dimensions (longueur, largeur, hauteur) permettant de visualiser : <ul style="list-style-type: none"> • les lieux de stockage de produits ou de matériel (réserve / chantier) ou des déchets • les points d'alimentation en eau • les points d'évacuation des eaux usées
4	Si circulation sur DPM en site Natura 2000 → Déclaration d'évaluation des incidences
5	Pièces complémentaires pouvant être demandées <ul style="list-style-type: none"> • attestation de dépôt de dossier d'urbanisme (déclaration ou permis) auprès de la mairie concernée • attestation de dépôt de dossier de déclaration loi sur l'eau ou d'autorisation loi sur l'eau
6	Documents nécessités par la qualité ou l'activité du demandeur le cas échéant, une délibération d'assemblée de copropriétaires syndiqués par exemple approuvant le projet de défense d'une seule propriété privée
7	Fiche annexe récapitulative pour avis du maire

La demande complétée, signée et datée, accompagnée des pièces jointes et de l'avis de la mairie concernée doit être envoyée à cette adresse :

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER
DÉLÉGATION À LA MER ET AU LITTORAL DE LA VENDÉE
Service gestion durable de la mer et du littoral
Unité de gestion patrimoniale du domaine public maritime
1 quai Dingler
CS 20366
85109 LES SABLES D'OLONNE CEDEX

ou transmise par messagerie à : ddtm-dml-sgdml@vendee.gouv.fr

Partie réservée à l'administration DDTM 85 / DML

Cachet & date de réception de la demande	
Dossier complet	Oui / Non

Tout dossier incomplet sera retourné et ne pourra pas être instruit.

À défaut de réponse dans les 2 mois suivants la réception du dossier, la demande sera considérée comme rejetée, et ce, conformément aux dispositions du décret n°2014-1273 du 30 octobre 2014 et de son annexe, faisant exception au principe de l'article 21 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

FICHE ANNEXE – RÉCAPITULATIF DE LA DEMANDE

Partie à compléter pour les particuliers et entreprises et à joindre au dossier

DEMANDE DE CIRCULATION DPMN TRANSMISE POUR AVIS À MADAME / MONSIEUR LE MAIRE DE :

Demandeur :

Demande datée du :

Motif de la demande : travaux de défense contre la mer sur la propriété sise au
ou
autre à préciser :

Localisation :

Demande d'autorisation de circulation d'engins
de chantier de l'entreprise :

désignée comme bénéficiaire de l'autorisation

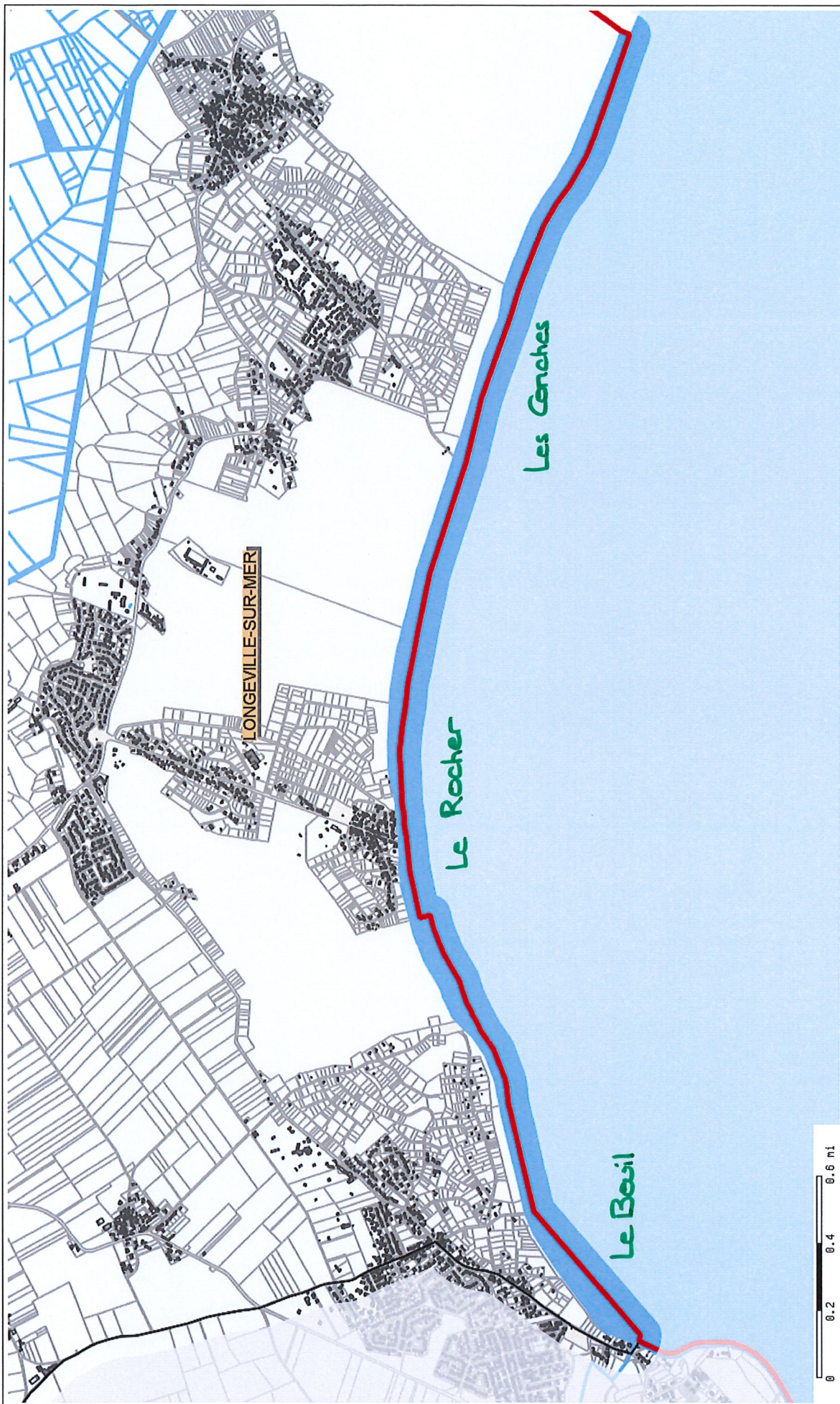
Période prévue pour des travaux :

à partir du

jusqu'au

Partie réservée à la mairie

Observations et avis préalable du maire avant autorisation préfectorale	<p>Avis PRÉALABLE DE LA MAIRIE CONCERNÉE / OBSERVATIONS</p> <ul style="list-style-type: none"> travaux devant s'effectuer sur un linéaire d'environ mètres circulation sur le DPM sur un linéaire d'environ mètres
Date et signature	



Edité le 21/09/2017 - Echelle : 1/25000



- Direction Générale des Impôts - Cadastre
Droits réservés - Mai 2015

